

My goodness, la francophonie !



(1) Défendre la langue française partout, c'est jugé réactionnaire. Prenez le fameux discours d'Emmanuel Macron, invitant – en anglais – les chercheurs américains à venir travailler chez nous après le retrait de l'accord sur le climat par Donald Trump. Tout le monde a applaudi ou presque. La voix sonnait juste. Elle traduisait sa modernité et elle a mis fin à vingt ans d'analphabètes de la langue de Shakespeare – Chirac, Sarkozy et Hollande. « Démission culturelle », ont raillé des intellectuels, qui se demandent si Macron entend faire de la francophonie un enjeu majeur.

(2) Cette question, on peut la voir en rose. Le français est la sixième langue la plus utilisée, derrière le chinois mandarin, l'anglais, l'hindi, l'espagnol et l'arabe, et le nombre de locuteurs devrait passer de 230 millions à 770 millions en 2050. Mais cette question, on peut aussi la voir en noir. Ce qui compte, ce n'est pas

le nombre de locuteurs, mais leur influence. La sociologue Pascale Casanova explique très bien dans *La Langue mondiale, Traduction et domination* (Seuil, 2015) qu'une langue dominante est celle des polyglottes, des touristes, de l'élite. Celle de la modernité. C'est l'anglais, bien sûr. On traduit en anglais, mais l'anglais ne se traduit pas. Du reste, l'anglais progresse et le français recule. A Bruxelles comme dans tous les lieux fermés du pouvoir.

(3) Quant au français, autrefois langue des élites, il lui faut enrayer sa chute d'influence un peu partout, notamment dans les pays arabes, et surtout en Afrique. C'est plutôt mal parti. Avec la démographie galopante, il manquera d'ici à 2020 sur le continent autour de 150 000 professeurs de français. Autre inquiétude, les instituts français à l'étranger ferment les uns après les autres.

(4) Que le bateau « France » prenne l'eau dans le langage courant, c'est une chose. Que nos décideurs privés et publics en rajoutent, c'est plus contestable. La plus haute tour de France, à La Défense, s'appelle First. Lyon abrite la tour Incity, Boulogne-Billancourt les tours CityLights.

L'aéroport de Metz et Nancy a pour nom Lorraine Airport. La publicité Air France dit « France is in the Air ». A la télé, on regarde « The Voice », « Secret Story ». On ne compte plus les manifestations culturelles qui parlent un anglais non traduit.

(5) Ces exemples parmi des dizaines maltraitent la loi Toubon de 1994, qui vise à protéger le français dans l'espace public, au travail, dans le monde de l'éducation. Une telle loi est aussi efficace que celle contre le téléchargement illégal de musique. On ne lutte pas contre les pratiques massives.

(6) Il n'y a qu'à voir ce qui se passe dans les universités ou les écoles de commerce. Beaucoup ont des enseignements en anglais dans le but de rester dans la course de la mondialisation. Mais est-ce nécessaire qu'une école de Dijon se rebaptise Burgundy School of Business, que l'ENA va imposer l'épreuve d'anglais obligatoire contre un choix actuel de huit langues ? En Belgique, en Suisse ou au Canada, certains trouvent que nous allons trop loin.

(7) Que chacun s'exprime dans sa langue là où c'est possible est un premier pas. Alain Borer impose de faire ses conférences en français, notamment aux Etats-Unis – « les

gens adorent, ce qui montre que nous sommes en soumission imaginaire ». Ce dernier en appelle à un gros effort à l'école : « Le nombre d'heures de cours de français a baissé de 630 heures en primaire depuis 1960. » Il faut enfin financer massivement l'enseignement à l'étranger.

(8) Mais pas seulement, affirme le philosophe Yves Michaud : « La francophonie, ce n'est pas juste du rayonnement, c'est un instrument politique d'exportation d'une culture. L'Amérique l'a fait avec Hollywood. Nous, on méprise, avec une politique illisible et éclatée. » Michaud conseille un regroupement des forces sous un secrétariat d'Etat rattaché à l'éducation. Un vrai bras armé. Et de mener un combat acharné à Bruxelles. Autant de mesures que l'on retrouve dans le programme d'Emmanuel Macron. Attendons le remaniement ministériel pour voir si on en prend le chemin. En sachant une chose : une telle politique coûte cher.

*d'après Le Monde
du 10 juin 2017*